

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 Glisy

Glisy, le 16/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN FE ARGENTAN - INNOVENT

5 rue Horus
59650 Villeneuve-d'Ascq

Références : 2024-E30076
Code AIOT : 0005107691

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2024 dans l'établissement PARC EOLIEN FE ARGENTAN - INNOVENT implanté PARC EOLIEN Roye 4 80700 Goyencourt. L'inspection a été annoncée le 27/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN FE ARGENTAN - INNOVENT
- PARC EOLIEN Roye 4 80700 Goyencourt
- Code AIOT : 0005107691
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le décret n°2010-984 du 23 août 2011 a modifié la nomenclature des installations classées et a

introduit une rubrique spécifique n°2980 sur "les installations terrestres de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs".

Suite à cette modification, la société SAS FE Argentan a transmis un courrier aux services de la préfecture en date du 10 juillet 2012 pour se prévaloir du bénéfice des droits acquis en application de l'article L513-1 du code de l'environnement. L'inspection des installations classées a donné un avis favorable à cette demande d'antériorité et le site relève donc de l'autorité sous la rubrique 2980 pour 4 aérogénérateurs de 3.2 MW mis en service en décembre 2014.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter	Autre du 28/12/2012, article 1	Sans objet
2	Montant des garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30	Sans objet
3	Actualisation des garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet
4	Arrêts	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
6	Manuel d'entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
7	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
8	Contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
9	Affichage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
10	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
11	Extincteurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte-tenu des constats, aucune suite administrative n'est proposée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter

Référence réglementaire : Autre du 28/12/2012, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Extrait KBIS
Prescription contrôlée : Le préfet de la région Picardie, préfet de la Somme donne acte à Monsieur Grégoire VERHAGHE, en sa qualité de président de la société SAS FE ARGENTAN, dont le siège social est situé Parc de la Haute Borne - 14 rue Hergé à Villeneuve d'Ascq (59560), de sa déclaration effectuée le 10 juillet 2012, pour un parc éolien comprenant quatre aérogénérateurs d'une hauteur totale de 149.44

mètres et d'une puissance unitaire de 3.2 MW, exploité sur le territoire des communes de DAMERY et GOYENCOURT.
Constats : L'exploitant a transmis un extrait KBIS de sa société daté du 26/06/2024. La dénomination de l'entreprise ainsi que l'adresse du siège social sont identiques à celles figurant sur le certificat d'antériorité susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Montant des garanties financières
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a transmis un acte de cautionnement établi par la société Atradius le 18/08/2020 (contrat n° 380562). Le montant de la caution provisionnée est de 250 221, 68 € et est valable jusqu'au 25/08/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Actualisation des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Actualisation des garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant actualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
Constats : Par courriel du 10/06/2024, l'exploitant a justifié les modalités de calcul de la dernière actualisation du montant du calcul des garanties financières ainsi que la formule de calcul utilisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Arrêts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17

Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur.
Constats : Par courriel du 10/06/2024 l'exploitant a transmis les documents relatifs à la maintenance électrique annuelle de 2023 réalisée par la société GE. Cependant, un complément a été demandé afin de détailler d'avantage le point 4.7 « Chaîne de sécurité ». En effet, le document transmis ne permettait pas à l'inspection de statuer sur le fait que des tests d'arrêt avaient été effectués. En date du 21/06/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection la check-list démontrant que les tests d'arrêts sont bien pris en compte dans le point 4.7.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Par mail du 10/06/2024 l'exploitant a transmis le dernier rapport de contrôle des installations électriques établi par la société GE présentant quelques remarques. En date du 03/07/2024 l'exploitant a transmis un plan d'action afin de corriger ces points pour la prochaine vérification des installations électriques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées, dès réception, le prochain rapport de vérification des installations électriques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Manuel d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées
Constats : Le manuel d'entretien a été transmis par mail du 10/06/2024. Le registre des opérations de maintenance et d'entretien a été présenté à l'inspection lors de la visite des éoliennes 12 et 14 le 21/06/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Risques
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours

<p>et de faciliter leur intervention).</p> <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection une copie des consignes de sécurité conforme à l'Arrêté Ministériel du 26/08/2011.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Contrôle des accès

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs.</p> <p>Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de l'inspection, seules les éoliennes 12 et 14 ainsi que le poste de livraison Vermeil 4 ont été contrôlés.</p> <p>Les aérogénérateurs 12 et 14 ainsi que le poste de livraison Vermeil 4 étaient fermés à clés et disposaient d'affichages indiquant l'interdiction d'accès à toutes personnes étrangères.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Affichage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes sur un panneau sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur;

<ul style="list-style-type: none"> - la mise en garde face aux risques d'électrocution; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>Au cours du contrôle, il a été constaté la présence d'un affichage à l'entrée du chemin d'accès des éoliennes 12 et 14 et sur le poste de livraison Vermeil 4 indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde face au risque de chute de glace.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Propreté

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours du contrôle, il a été constaté que l'intérieur du pied des éoliennes 12 et 14 ainsi que le poste de livraison Vermeil 4 étaient propres.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Extincteurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p>Constats :</p> <p>La campagne de vérification 2024 des extincteurs est en cours par la société Socotec. Certains extincteurs ont déjà été vérifiés, notamment ceux de l'éolienne 14 en juin 2024.</p>

Pour l'éolienne 12, le jour de la visite à savoir le 21/06/2024 la vérification des extincteurs n'avait pas eu lieu.

Type de suites proposées : Sans suite